

Passivité et fermetures

Les liquidations d'emplois se succèdent sans entraîner de grandes mobilisations dans les secteurs à vieille tradition de lutte. Pourquoi cette passivité ? Au vu de la première série d'interviews, les ouvriers sont systématiquement pris de court. Ils font globalement confiance aux patrons pour le maintien de l'entreprise et même lorsqu'ils commencent à avoir des doutes, ils ne prennent aucune initiative propre dans ces questions économiques.

DEBAT SUR LE CHAUD

RECLASSÉ DU CHAUD

"En 78, après une grève de 8 jours, les prépensions ont été accordées à 55 ans, dans de bonnes conditions de revenu. Grâce à cela, des restructurations qu'on n'aurait jamais acceptées auparavant ont commencé à passer. Je me suis dit alors que si cette attitude envers les prépensions continuait, Cockerill fermerait sans qu'on arrive à mobiliser les gens. Une bonne partie croyait au contraire que les prépensions assureraient la survie de l'usine. Ils en sont revenus après, mais c'était trop tard.

A la fin, tout le monde savait bien que c'était foutu. Depuis 10 ans qu'on nous faisait le chantage à la fermeture, l'ambiance et le travail devenaient dégueulasses, on était à 2 hommes là où il en fallait 5, on n'avait plus les syndicats ni les partis avec nous depuis l'affaire des 7 en 73¹, l'opinion publique était contre nous, les autres secteurs nous enviaient... dans ces conditions, on demandait presque qu'on ferme ! Les plus combatifs ont cependant cru jusque la fin de la grève de 6 semaines en 82 que le chaud avait encore une chance sur cent.

Oui, le chaud a fermé sans se battre, mais quoi faire ? Les grèves classiques ne servent plus à rien, de l'avis général. Le chaud s'est toujours battu pour tout et tout seul; alors, la révolution ? L'échec revient en partie à cette génération d'après-guerre qui a profité de la lancée syndicale d'avant-guerre, s'est endormie sur les acquis sans les développer, puis a laissé le patronat les reprendre. Ceux-là vivent bien aujourd'hui avec de bonnes pensions; les plus jeunes ont été reclassés dans le froid, où on travaille comme des dingues, ou bien ils triment à la cellule de crise.

Ma conclusion: du travail à tout prix, perdre sa vie pour la gagner ? Non !"

PRÉPENSIONNÉ

"La fermeture n'a été prévue que par une petite minorité qui se tenait informée de la situation économique générale en dehors de Cockerill et savait que l'industrie lourde était condamnée. Les autres ne voulaient pas y croire. Dans le chaud, on entrait à Cockerill comme en religion à 15-16 ans et pour jusqu'à la fin de ses jours. On pensait être en place, avoir tous les droits, on se considérait comme le nombril de la Wallonie, encouragé par le contexte des *golden sixties* et par le syndicalisme alimentaire volant de victoire en victoire. La plupart vivaient en vase clos, ne se rendaient pas compte des mutations économiques en cours. Ils ont encore mené la grève de 1982 comme s'ils étaient toujours à l'époque de 1950 ou de 1960, sans voir que les grèves étaient une réaction totalement dépassée. Le discours syndical présentant la coulée continue comme la panacée a encore alimenté les illusions.

Il n'est pas sûr que le froid disparaisse; la Belgique a besoin d'une certaine indépendance sidérurgique, mais l'emploi sera de toute façon fortement diminué, vu la modernisation."

¹ Mouvement revendicatif non soutenu par les syndicats, se terminant par le licenciement de 7 délégués syndicaux.

FERBLATIL

DEGRAISSAGE

"Dans 4 ou 5 ans, le froid aura disparu. On construit le nouveau dégraissage (un investissement de 600 millions), mais il servira sans doute pour les Chinois: *"Ne serrons pas trop fort les boulons, on démontera bientôt"*, voilà le genre de blagues qui circulent.

Je n'envisage aucune réaction contre la fermeture. Dans un an, ce sera le tour de Tolmatil, qui ne bougera pas. Puis Tubemeuse y passera; il restera Ferblatil, Phénix et Chertal, que peut-on faire si peu nombreux ? A mon avis, c'est calculé pour, dans les *hautes sphères*."

TUBEMEUSE

Tubemeuse était cité avant comme l'exemple de la bonne gestion socialiste avec un directeur socialiste, une délégation docile, des jeunes ouvriers enthousiastes embauchés à la sortie de l'école. Puis les restructurations ont succédé aux restructurations et le climat a changé. Voici l'avis d'un ouvrier.

"QUI SONT LES OUVRIERS DE TUBEMEUSE ?

Au début des années 80, des classes entières de l'IPES ont été engagées, des cours du soir ont été organisés dans l'école pour préparer les jeunes à travailler sur des commandes numériques. Les jeunes choisis étaient souvent des sportifs rêvant de réussir de belles performances. C'est quasiment une usine nouvelle et moderne sans syndicalistes de tradition qui a été mise en route. Les jeunes ont bossé dur, il n'était pas rare qu'ils fassent 16 h, dorment 8 h et reviennent travailler; la production machine atteignait régulièrement 140 % de ce qui était prévu par le fabricant de la machine !

Ces jeunes ont une forte résistance et sont fort doués techniquement. Mais ils ont laissé 8 tués en 3 ans, des doigts ont été coupés, les blessures ne se comptent pas, il existe même une statistique avec le nombre de tués par tonne produite ! Ils ont accepté des baisses de salaire, des ouvriers d'entretien ont été mis à la production et les ouvriers de production s'occupent de l'entretien de la ligne, etc.

Comme ces jeunes disposaient d'un bon salaire et logeaient encore souvent chez les parents, ils avaient de quoi s'acheter une belle voiture, aller aux sports d'hiver, ils apparaissaient comme une sorte d'élite à côté de leurs copains au chômage se contentant d'une mobylette !

Lorsque l'ouvrier du POS fut tué, il y eut une prise de conscience, on a occupé l'usine et on a pu discuter longuement du travail et des dangers."

LES RESTRUCTURATIONS

"Au cours de cette même période, les restructurations se sont accélérées. Après chacune, le spectre de la faillite disparaissait pour réparaître quelques mois plus tard et les ouvriers ont perdu le nord.

Ainsi, la restructuration précédente a été l'éviction des intérimaires (le 1/4 du personnel) et au même moment, une liste avec 300 noms d'ouvriers embauchés circulait, elle a été réduite à 9 noms d'ouvriers fort absents, peu soutenus, qui ont aussi été licenciés. Il y a eu très peu de réaction.

La restructuration actuelle consiste dans la fermeture d'un laminoir, le LP2, et un projet de synergie (avec sans doute Vallourec-France). Elle fera perdre 500 emplois sur les 1.700 environ qui restent; mais même s'il y a synergie avec la France, un autre laminoir fermera probablement et l'existence de l'usine sera menacée."

TOLMATIL

"[...] Je n'ai jamais eu d'illusions sur le sauvetage de la sidérurgie; j'espérais depuis le début en sortir rapidement et son avenir ne me tracassait donc pas beaucoup. Même maintenant, je n'en fais pas un drame: j'en ai ras-le-bol de faire les pauses et si je me retrouve au chômage, je serai plus incité à chercher un autre travail. Je ne crois pas qu'on puisse s'opposer aux fermetures. Dans la sidérurgie, les

ouvriers sont trop faibles, trop démotivés, divisés face aux capitalistes et à la CEE qui forment un véritable bastion. [...]

Autour de moi, certains sont plus démotivés que d'autres; certains veulent un autre syndicat. Il y a beaucoup de critiques, mais on ne croit plus à rien, ni au sauvetage possible de Tolmatil, ni à l'avenir de la sidérurgie. Ils ne savent quoi faire, pourquoi ni comment se battre, d'autant plus que les syndicats poussent à ce que les gens ne prennent pas conscience. On suit encore les syndicats, mais certains pensent que faire grève aggrave le problème de Tolmatil. La situation est paradoxale: il n'y a plus d'espoir, plus d'alternative crédible et pourtant les gens ont tendance à se raccrocher au plus petit prétexte pour voir prolonger l'activité de l'usine."

VERLIPACK JUMET (verrerie)

Le siège de Jumet (anciennement BBR) est passé de 300 ouvriers à moins de 50 en 7 ans. Il a failli disparaître, les conditions de travail pour ceux qui restent n'ont fait qu'empirer. C'est l'arbitraire complet, on se croirait au Moyen-âge. Les ouvriers n'ont pas de tradition de lutte et n'ont pas réagi. Voici l'avis de 2 anciens ouvriers.

"La fermeture de BBR, je m'en fiche, alors pourquoi lutter ? Il fallait être fou pour travailler là-bas et maintenant, je voudrais encore moins. Je suis au chômage, je n'ai pas grand chose pour vivre, mais travailler comme à la Bouteillerie, ça, plus jamais".

"[...] Les ouvriers devraient apprendre à lutter autrement, faire des choses qui touchent réellement le patron et pas des gens comme nous. A l'usine, certains se révoltaient en mettant des cendres de cigarette dans les bouteilles; ce sont des ouvriers comme eux qui devront boire ces crasses, car les gros ne mangent et ne boivent pas les mêmes choses que toi et moi. Au GB, c'est pareil; un employé m'a raconté comment ils traitent la nourriture; ce n'est pas les patrons qui mangent au GB ! Nous avons eu plusieurs fois la blague avec des casiers de bière emballés sous plastique, que 3 ou 4 bouteilles étaient vides. Ce sont des ouvriers comme nous qui emballent les bières.

Quand je vois à la TV ces jeunes du Limbourg qui se battent pour garder un emploi à la mine, j'en pleurerais ! Mon mari y a travaillé, c'est encore bien pire qu'à l'usine, c'est inhumain, ce n'est pas du travail cela... A quoi on retourne !"

COMMENTAIRE

Depuis des années, les ouvriers ont fait confiance aux patrons pour assurer l'emploi et diriger l'économie, se contentant de revendiquer sur des aspects secondaires: "On entrait à Cockerill (ou aux ACEC, à la FN, au port d'Anvers) pour la vie, de père en fils". Les grandes entreprises étaient à la fois des bastions revendicatifs et de vénérables institutions sociales. Pour maintenir ce cadre, le mouvement ouvrier s'est peu à peu aligné sur la logique économique du capitalisme (rentabilité, performances). Lorsque le patronat, au nom de cette même logique, a commencé à démanteler les institutions vieilles et à restructurer l'emploi, le choc a été rude. Plongés dans leur routine, les ouvriers étaient systématiquement pris de court par les fermetures. Ils voulaient à tout prix obliger le patronat à revenir à la situation ancienne.

En vain. Les pertes d'emplois se sont à leur tour "institutionnalisées".

Face à cela, un premier type de réaction a été la recherche d'une solution immédiate, "mettre une pièce au trou", sans modifier le cadre:

- on reporte sa confiance sur l'Etat, qui remplace le patron soit à travers les nationalisations, les aides sociales aux licenciés (chômeurs avec 100 % du salaire, prépension, primes...) ou par la diminution du temps de travail. On s'installe dans une nouvelle routine, grosse des mêmes réveils douloureux;

- on revient en arrière, vers l'artisanat ou le travail au noir;

- on remplace le patron défaillant en organisant une coopérative qui dans la plupart des cas reproduit l'ancienne exploitation. A la coopérative de Martin Frères cependant, un courant essaie d'éviter cet écueil.

Dans un deuxième temps, confrontés au déclin persistant et à l'écroulement de leur ancien statut, les ouvriers des grandes entreprises à tradition de lutte ont commencé une réflexion sur les problèmes de fond: à quoi sert le syndicalisme, à quoi sert le capital, quel sens a la vertu du travail, quelle place occupe l'ouvrier dans la société ? "On ne croit plus à rien." Les méthodes de lutte classiques n'ont plus de crédit, mais la crise de conscience est encore trop récente et inégalement partagée pour que des nouvelles méthodes s'imposent. La passivité, les initiatives anarchiques, la division sont inévitables pour le moment.

L. M.

(La Vérité, mai 1986 et juin 1986)